



LE POING À LA ROSE

PARTI SOCIALISTE ROMAND - LA FORCE ROMANDE DE GAUCHE



ÉLECTIONS 2022

Nos candidat.e.s et nos thèmes PSR au
Grand Conseil
LISTE 9

Erich Fehr au Conseil-exécutif
Un quatuor compétent

PSR



Marie Moeschler
Conseillère de ville à Bienne
et coprésidente du PSR



Hervé Roquet
Candidat au Grand Conseil
et coprésident du PSR

Éditorial

Ces deux ans de pandémie ont vu se renforcer l'individualisme et grandir la peur d'être ensemble. Nous avons été forcé-e-s de constater, encore une fois, que ce sont les mêmes qui «casquent» en période de crise. Des ouvrières et ouvriers, des employé-e-s de la restauration et bien d'autres encore ont dû et doivent toujours se serrer la ceinture, ne percevant que le 80% de leur salaire. D'autres personnes sont simplement épuisées par des conditions de travail de plus en plus dures et stressantes. Le coût de la vie augmente en raison de l'inflation, ce qui touche 99% des familles.

Pendant ce temps, les multimillionnaires s'en sortent toujours mieux car ils profitent de cadeaux fiscaux bien réels, notamment dans le canton de Berne, de surcroît en pleine période de crise.

L'individualisme et le repli sur soi ne résoudront rien, que ce soit au niveau de l'individu ou de l'État. La liberté de chacun s'arrête là où commence celle de l'autre, et ce n'est qu'ensemble que nous pouvons agir pour stopper l'accroissement des inégalités. Notre arrondissement, notre canton, notre pays ainsi que notre planète ont besoin de solidarité et d'entraide, plutôt que de privilèges accordés au 1% le plus riche de la population.

À l'origine, un parti politique, ce sont des gens qui se mettent ensemble pour essayer d'améliorer ce qui les entoure, à leur échelle. C'est cela, le PSR, et c'est encore cela qui nous pousse à mettre en place des projets qui nous ressemblent et nous rassemblent. Ce journal est un exemple concret d'un tel travail: une équipe bénévole a donné de son temps pour collecter, rédiger, et mettre en forme ce que nos élu-e-s et candidat-e-s PSR ont à dire sur des thèmes d'actualité importants qui touchent notre arrondissement ou, plus largement, notre société.

Nous donnons notamment la parole à un père au foyer et candidat PSR afin de présenter sa perception du congé parental pour lequel notre parti s'est beaucoup battu, grâce à son initiative cantonale (p.9). Notre élue au Grand Conseil explique l'enjeu crucial de ces élections pour les Romand-e-s de notre arrondissement (p.3). En dernière page vous découvrirez le texte d'un parfait bilingue qui explique en «bielingue» – Bärndütsch/français et avec humour – la pertinence des listes francophones et, plus simplement, de l'existence de notre parti.

Agir ensemble pour plus de justice sociale et d'égalité au sein d'une société-mosaïque, telle est la devise du PSR. Nos candidat-e-s au Grand Conseil en sont convaincu-e-s. Nous espérons que vous le serez tout autant et que votre soutien à la liste 9 lors des élections du 27 mars 2022 sera assez fort pour ouvrir la voie vers un avenir meilleur.

Impressum

Éditeur: PSR Parti socialiste romand de Bienne | 2503 Bienne | Compte postal: 25-8027-9 | psr.bienne@gmail.com | www.sp-ps-biel-bienne.ch **Responsables pour cette édition:** Karim Saïd, Arlette Delémont, Samantha Dunning, Philippe Garbani et Hervé Roquet **Conception graphique:** bubblelab.ch Claudia Ünal **Photographie:** couverture Frank Bassi, Stöh Grünig, Hervé Roquet, Pedro Rüefli et Alain Sermet **Relecture:** Pierre-Yves Moeschler, Maurice Rebetez, Laura Renggli, Béatrice Sermet et Josy Stolz **Impression:** W. Gassmann AG, Biel/Bienne

Distribué dans tous les ménages de Bienne et des communes avoisinantes.



Investir pour se développer ensemble



Glenda Gonzalez Bassi
Conseillère municipale PSR à Bienne,
directrice de la formation, de la culture et
du sport

Contenu

3 Investir pour se développer ensemble

Un virage à gauche est nécessaire

4 Pour le bilinguisme au gouvernement!

5 Le PSR au Conseil des affaires francophones (CAF)

6-7 Nos candidat-e-s PSR au Grand Conseil

Erich Fehr au Conseil-exécutif

8 Renforcer l'AVS

9 Du personnel bien formé et rémunéré pour s'occuper de notre progéniture

Pour un congé parental qui se respecte

10 Soutenir les centres d'accueil temporaires pour les personnes fragilisées

Des soins spécialisés, aussi pour la population francophone!

11 Pour une transition écologique juste

12 Bielinguismus isch nid glich Bilinguisme



Un virage à gauche est nécessaire



Samantha Dunning
Députée PSR au Grand Conseil et candidate,
coprésidente du PS Bienne

J'ai vu Bienne changer énormément lors de ces dernières années. Des investissements importants ont été consentis. Certains sont visibles, dans les infrastructures scolaires, dans l'espace public, la mobilité, d'autres le sont moins, mais sont tout aussi nécessaires, dans les infrastructures routières, dans l'administration et les prestations à la population. L'urgence politique de devoir traiter la grave question du dérèglement climatique a probablement contribué à l'acceptation de certains de ces investissements, l'augmentation des effectifs scolaires a rendu nécessaire le traitement de la question de locaux scolaires adéquats et suffisants pour nos enfants. D'autres investissements s'imposent simplement, en raison du temps qui passe ou de l'évolution des besoins de la société.

Le besoin d'espaces publics où se rencontrer et vivre ensemble est devenu une priorité pour la population. À nous élu-e-s d'entendre ces besoins! Les lieux comme l'Île de la Suze sont importants et complémentaires à d'autres lieux où l'ingéniosité des uns rencontre l'imagination et la volonté de participer des autres, comme à l'ancien stade de la Gurzelen ou à l'Esplanade, avec Paradise. Ces expériences sont porteuses d'apprentissages communs et de développement de la société dans son ensemble.

Les investissements dans nos écoles, les initiatives dans la culture, l'apparition de nouveaux espaces publics sont autant de facteurs d'attractivité pour les Biennois-e-s mais aussi pour les habitant-e-s de notre région, qui bénéficient également des offres et des infrastructures mises à disposition.

La crise sanitaire a renforcé les pessimistes et les optimistes dans leurs convictions. Les uns dans leurs peurs et appréhensions de l'avenir, les autres dans leurs aspirations d'un monde nourri de collaborations et de partenariats, en recherche de solutions créatives. Ayons l'audace de miser sur un avenir plus enviable. Osons faire envie par notre dynamisme, notre volonté de porter des projets qui contribuent à cultiver la cohésion sociale, à développer notre région et nos liens. Chaque franc investi au bénéfice d'une large population fait grandir la société dans son ensemble et permet de tendre vers une société saine. La santé sociale est intimement liée à la santé économique et à la santé de nos écosystèmes. Tout est interdépendant, sachons y faire face avec classe et générosité. Aujourd'hui plus que jamais, le bien-être collectif, au-delà de nos frontières communales, est à mettre au sommet (ou en tête) de nos priorités.

Au cours de la législature 2018-2022, la majorité bourgeoise du Grand Conseil et du Conseil-exécutif a donné le ton, tentant systématiquement de favoriser les entreprises par des cadeaux fiscaux ou négligeant les conditions de travail du personnel, par exemple dans les crèches, au nom de la libre concurrence. Pourtant, la population du canton de Berne a fait savoir, à plusieurs reprises, que le libéralisme a ses limites et qu'elle souhaitait plus de solidarité: elle a refusé la révision de la loi sur les impôts en 2018 visant à diminuer le taux d'imposition sur les bénéficiaires des entreprises et s'est montrée solidaire envers les personnes vivant dans la précarité en refusant, en mai 2019, des coupes importantes dans l'aide sociale. Toutefois, la majorité bourgeoise au Grand Conseil et au Conseil-exécutif s'entête à soutenir les plus riches, ce qui bien sûr, défavorise la grande majorité de la population. Il est temps que cela change!

Le Parti socialiste romand (PSR) s'engage pour le bien-être de l'ensemble de la population du canton de Berne. Nous nous battons pour une économie qui offre des conditions de travail équitables pour les travailleurs et les travailleuses, pour que l'égalité des chances, notamment dans la formation, soit une réalité et que l'origine sociale, culturelle et le genre ne soient plus un frein à la réussite. Nous croyons à la force de la diversité et à l'importance d'une large participation politique, notamment en permettant aux personnes étrangères résidant sur le territoire bernois depuis un certain temps de voter ainsi qu'aux jeunes dès 16 ans. Enfin, nous luttons pour que chaque personne puisse mener une vie digne, notamment celles en situation de précarité ou demandeuses de l'asile.

Durant la prochaine législature, nous aurons du pain sur la planche, sans compter les conséquences de la crise sanitaire. Des dossiers essentiels pour le rayonnement de notre région occuperont nos élu-e-s, dont la répartition des services de l'Administration cantonale et des écoles dans le Jura bernois et à Bienne, question qui est liée au transfert de Moutier au canton du Jura dont l'enjeu est le développement de l'offre de formation professionnelle romande et bilingue à Bienne. Nos élu-e-s devront également s'occuper de l'avenir de l'axe ouest de l'A5, de la construction du campus en ville de Bienne et du soutien à la construction du nouvel hôpital régional à Brügg qui permettra de mieux répondre aux besoins médicaux. Pour mieux représenter la gauche romande au Grand Conseil, votez la liste 9 du PSR!



Pour le bilinguisme au gouvernement!

Erich Fehr
Maire de Bienna et candidat au Conseil-exécutif

Selon la Constitution cantonale, seule la ville de Bienna et Evillard-Macolin sont des communes bilingues. Cependant, la réalité est aujourd'hui différente, notamment dans l'arrondissement administratif de Biel/Bienne. Les voix des Romand-e-s qui n'habitent pas Bienna ou Evillard doivent aussi être entendues dans toutes les affaires cantonales. Au vu de l'augmentation de la proportion des Romand-e-s dans les communes de la région (à Nidau, elle est supérieure à 20%), le canton a récemment consenti à l'élargissement du périmètre d'action du Conseil des affaires francophones (CAF) et a octroyé ainsi cinq sièges aux ressortissant-e-s de ces communes.

SUITE AU DÉPART DE MOUTIER

À la suite du transfert de Moutier dans le canton du Jura, il est compréhensible que les Romand-e-s craignent de voir le canton de Berne réduire son soutien à sa minorité francophone. Quant à moi, je considère que notre canton assume une fonction de pont entre la Suisse romande et la Suisse alémanique, un rôle qui fait partie de son ADN et qu'il convient de maintenir et de développer. La minorité francophone a droit aux mêmes services et prestations que la majorité alémanique, notamment dans les domaines créateurs d'identité tels que l'éducation ou la culture. Relevons, cependant, que les

habitant-e-s du Jura bernois sont dans une situation différente de celle des Romand-e-s de l'arrondissement de Biel/Bienne. Le Jura bernois représente une unité territoriale de langue française qui, en vertu de la loi sur le statut particulier (LStP), bénéficie de droits spécifiques. Les Romand-e-s de la région biennoise, quant à eux, représentent une minorité linguistique dans un environnement à prédominance germanophone, minorité qui dispose de certaines prérogatives en matière cantonale – également selon la LStP.

Pour beaucoup, le bilinguisme joue un rôle très important en région biennoise (particulièrement à Bienna et à Evillard), ce qui n'est pas forcément le cas dans le Jura bernois. Dans un tel espace bilingue, il faut concilier deux exigences en partie contradictoires: la minorité francophone doit bénéficier de la même attention accordée aux questions liées à son identité que la population du Jura bernois alors que, simultanément, il convient d'éviter de trop grandes différences de traitement entre Romand-e-s et Alémaniques.

POUR VOUS REPRÉSENTER AU CONSEIL-EXÉCUTIF

Les francophones ou bilingues de Bienna et du Jura bernois se sentiront chez eux dans le canton de Berne à condition que leurs sensibilités respectives soient prises en compte. Maire de la ville de Bienna depuis plus d'une dizaine d'années, j'ai appris à (re)connaître ces différentes sensibilités. Je me suis efforcé de consolider les liens qui unissent Bienna, le Jura bernois et le Seeland afin qu'ils constituent une vraie passerelle. Une telle expérience représenterait une réelle valeur ajoutée dont bénéficierait le Conseil-exécutif, sachant qu'actuellement

aucun de ses membres ne peut s'en prévaloir. Je suis convaincu que les compétences ainsi acquises me permettraient d'apporter des solutions aux problèmes actuels dont profiterait directement la population de l'arrondissement de Biel/Bienne, en particulier dans les domaines de l'éducation et de la culture.

De plus, en tant que Biennois adepte d'une position de neutralité (même si la question jurassienne est désormais clarifiée), je pourrais contribuer de manière décisive à façonner l'image d'un canton fort, uni et solidaire. Il me serait alors possible de favoriser la prise en compte des besoins de la partie nord du canton en rappelant son importance quant au rôle-pont que celui-ci entend jouer. De La Ferrière à Schüpfen, de La Neuveville à Leuzigen, toute la population pourrait en bénéficier directement. Rappelons, en outre, que la deuxième communauté francophone (après celle de la ville de Bienna) réside en ville de Berne, un potentiel rarement évoqué. Je suis convaincu que nous devons le développer et ainsi renforcer durablement la position de la population francophone de ce canton. Elle est plus nombreuse et présente dans un espace plus large qu'il n'y paraît. Une mission dont je me chargerais avec conviction en tant que conseiller d'État. Et n'oublions pas qu'il manque actuellement au sein du gouvernement cantonal une voix de gauche, solidaire, issue de la partie nord du canton, industrielle, francophone, bilingue, ce qui est manifestement une lacune. Merci beaucoup de votre soutien!

Le PSR au Conseil des affaires francophones (CAF)



Béatrice Sermet
Membre du CAF



Pierre Ogi
Membre du CAF et candidat au Grand Conseil

Le Conseil des affaires franco-phones est un organe politique de notre canton qui représente les intérêts de la communauté francophone de l'arrondissement administratif de Biel/Bienne ainsi que du Seeland. Le PSR y est très actif grâce à ses trois représentant-e-s. Nous avons souhaité donner la parole ici à nos deux «anciens», Pierre Ogi et Béatrice Sermet, afin qu'ils puissent présenter ce qui rend cette institution à la fois précieuse et importante pour notre région. Ils mettent l'accent sur les points forts et les mandats qui leur tiennent à cœur.

Le CAF n'étant pas très connu, pourriez-vous présenter son rôle et ses tâches principales?

Le rôle du CAF est complexe. Il requiert de ses membres une compétence diplomatique afin de faire valoir les intérêts des francophones auprès des autorités et atteindre ainsi l'objectif mentionné à l'article 1 de la loi sur le statut particulier, donc viser à: promouvoir le bilinguisme dans l'arrondissement administratif de Biel/Bienne et renforcer la situation de la population francophone en tant que minorité linguistique et culturelle. Le maintien du bilinguisme passe donc inévitablement par un soutien significatif de la minorité francophone.



Sur quels domaines les activités du CAF se concentrent-elles?

Nos activités se concentrent sur plusieurs domaines. La formation, notamment au travers de la coordination romande et interjurassienne dans le domaine scolaire avec le Conseil du Jura bernois (CJB). Ensuite la culture qui joue également un rôle central via l'émission de préavis concernant les subventions culturelles cantonales allouées aux acteurs et actrices culturels francophones de l'espace bilingue de la région biennoise. Puis la participation politique qui comprend entre autres les consultations cantonales à propos des actes législatifs et des nominations des hauts fonctionnaires cantonaux. Enfin, soulignons l'importance de la collaboration avec le CJB dans tous les domaines ci-dessus à chaque fois que le besoin existe.

Quels ont été les points forts du CAF durant vos mandats?

Nous retenons trois points forts. Le premier concerne les places d'accueil d'urgence destinées aux enfants. Depuis 2014, le CAF et le CJB se sont engagés pour la mise en place d'un groupe d'accueil d'urgence et d'observation (GAUO) destiné aux enfants et adolescents. Après plusieurs années de négociations avec les autorités cantonales, le GAUO a été ouvert le 1er juin 2020 au Centre éducatif et pédagogique de Courtelary. Nous en sommes très heureux. Un deuxième point fort, auquel nous attachons une très grande importance, est le projet «Écoles professionnelles 2020». Lancé en 2019 par la Direction de l'instruction publique et de la culture (INC), ce projet visait à établir une nouvelle répartition de certaines filières de formation sur le territoire cantonal. Le CAF a pris contact avec la Ville de

Bienna (Direction FSC) et avec les directeurs et directrices d'institutions de formation professionnelle. Toutes et tous ont relevé la nécessité d'intégrer la question du bilinguisme dans le projet. Un sous-groupe régional Bienna, Seeland et Jura bernois a vu le jour au début de 2021. Depuis l'automne 2021, le projet «Avenir Berne romande» est venu s'y ajouter en proposant l'ouverture de classes du Ceff artisanal à Bienna. Grâce au CAF, la formation professionnelle romande dans notre région se renforce!

Les engagements répétés du CAF afin de réduire les impacts de la pandémie de Covid-19 sur le secteur culturel constituent le troisième point fort pour lequel nous avons investi beaucoup d'énergie. En dialogue avec le CJB et le Canton de Berne, nous avons notamment participé au développement de l'ordonnance portant sur l'introduction de la législation fédérale relative au Covid-19 dans le domaine de la culture. Nous sommes restés en contact étroit avec les acteurs culturels de la région pour transmettre leurs difficultés aux autorités.

Quel avenir voyez-vous pour le CAF?

En 2006, certain-e-s doutaient de la longévité du CAF. Au fil des ans, nous avons su mettre fin à ces doutes. Aujourd'hui, le CAF peut s'appuyer sur des résultats tangibles. Il s'est notamment efforcé de clarifier le concept de «bilinguisme», parfois source de malentendus. Au-delà de sa «participation politique» aux décisions prises par l'autorité cantonale, le CAF promeut une culture du dialogue et de l'échange. C'est un organisme exemplaire, au sens premier et nous avons la conviction qu'il est promis à un bel avenir!

Nos candidat-e-s PSR au Grand Conseil

Liste 9

LA Force romande de gauche



SAMANTHA DUNNING
sortante | 1987 | 09.01.6
Sociologue spécialisée en migration et citoyenneté

KARIM SAÏD
1986 | 09.02.4
Enseignant secondaire 2

LAURA RENGGLI
1987 | 09.03.2
Traductrice-correctrice, linguiste

HERVÉ ROQUET
1990 | 09.04.1
Économiste et géographe

Engagée pour une politique inclusive: bilinguisme – égalité – solidarité!

Engagé pour l'égalité, une vie moins chère et contre le gaspillage.

Une population respectée et mieux prise en compte: je m'y engage!

La vie bonne pour toutes et tous! Ensemble. Maintenant. Ici.



KADY BOLY
1972 | 09.05.9
Business analyste

MICHAËL STEINER
1998 | 09.06.7
Étudiant en droit

AURELIA FAVRE
1976 | 09.07.5
Aide-soignante

SÉBASTIEN BOILLAT
1977 | 09.08.3
Chercheur-enseignant géographie et environnement

Pour une société équitable, saine, durable et diversifiée à tous les niveaux.

Pour un canton pionnier de la transition écologique et de l'innovation.

Le mélange et la diversité ne peuvent que nous élever.

Pour une transition écologique juste. Défense du bilinguisme et des minorités.



CÉLESTE WINGO
1996 | 09.09.1
Bijoutière

GABRIAL ERISMANN
1992 | 09.10.5
Enseignant d'anglais

Engagée pour les jeunes travailleurs, leurs libertés et leur accès à la culture.

Investir dans les logements abordables et l'économie verte de l'avenir.



CATHERINE RUEF
1961 | 09.11.3
Comptable indépendante

RENAUD LIEBERHERR
1964 | 09.12.1
Sociologue

Pour l'éducation: source d'intégration, d'égalité et de respect de la nature.

Engagé pour davantage de solidarité sociale entre tous les groupes de population.



STEFANIE WELLINGER
1975 | 09.13.0
Employée administrative

PIERRE OGI
1947 | 09.14.8
Horticulteur-paysagiste

Promouvoir l'égalité, la justice sociale, l'écologie et l'innovation.

Vivre et vieillir dans la dignité.



ERICH FEHR AU CONSEIL-EXÉCUTIF!



Evi Allemann
Conseillère d'Etat PS, directrice de l'intérieur et de la justice

AVEC ERICH FEHR: UNE MAJORITÉ DE GAUCHE AU GOUVERNEMENT

Les prochaines élections au Conseil-exécutif nous offrent l'opportunité de reconquérir une majorité rose-verte et de rendre ainsi le canton de Berne plus social et plus écologique. Bien sûr, le PS et les Verts ont pu avec succès s'opposer par référendum au projet bourgeois de cadeaux fiscaux aux entreprises ou à faire des coupes dans la loi sur l'aide sociale. Toutefois, ce n'est pas en s'opposant que nous puissions notre motivation à assumer des responsabilités politiques pour le canton de Berne, mais plutôt en formulant des projets pionniers. Avec une majorité rose-verte, nous y parviendrons bien mieux qu'aujourd'hui.

Pour un développement durable, des mesures efficaces en faveur de la protection du climat et de la promotion de sources d'énergie renouvelables doivent être prises. En décidant des investissements ciblés dans la formation, la recherche et la digitalisation, nous créerons des conditions cadre pour un avenir innovant et renforcerons le site économique du canton de Berne. Nous nous engagerons pour une société solidaire, dans laquelle toutes et tous trouveront un réseau social et un système de santé fiables.

La grande expérience d'Erich Fehr en tant que maire sera d'un très grand apport. Les actuels membres du gouvernement s'engagent avec motivation à ses côtés, dans ces élections. Ensemble, nous voulons faire progresser le canton de Berne.



Renforcer l'AVS



Hervé Roquet

Doctorant en géographie, économiste, coprésident du PSR, candidat au Grand Conseil

VEILLIR DANS LA DIGNITÉ, RENFORCER L'AVS

Travailler toute sa vie et cotiser à l'AVS durant 44 ans, pour bon nombre de personnes que nous connaissons cela ne suffit malheureusement plus pour joindre les deux bouts et ainsi vieillir dans la dignité. Selon les derniers chiffres de l'Office fédéral de la statistique (OFS), la rente AVS moyenne s'élève actuellement à 1464 francs. Ce montant ne suffit pas du tout pour vivre décemment en Suisse et il est très loin de l'objectif de l'AVS d'atteindre les 60% du dernier salaire. Derrière cette moyenne brute, des retraité-e-s souffrent et se serrent la ceinture, alors que leur vie durant ils ont travaillé et pris soin des autres. Cela est indigne!

VIVRE AVEC LE STRICT MINIMUM

Ne pouvant s'en sortir avec leur seule AVS et leur deuxième pilier, les personnes retraitées dépendent des prestations complémentaires pour atteindre le minimum. Mais vivre avec le minimum, est-ce encore acceptable, lorsqu'on sait que celui-ci est calculé pour ne couvrir que les besoins vitaux? Beaucoup croisent les doigts pour que leur véhicule ne tombe pas en panne – une réparation serait impayable – alors qu'ils en ont besoin pour aller garder leurs petits-enfants ou tout simplement s'évader un peu. Est-ce normal qu'une personne – situation connue – touchant 3000 francs par mois en cumulant AVS et deuxième pilier, paie mensuellement 300 francs d'impôts et qu'il lui reste juste assez pour régler son loyer de 1000 francs, ses assurances-maladie pour un montant de 570 francs, ses transports évalués à 250 francs et ses frais dentaires souvent très élevés à cet âge? Et cela sans compter les factures d'électricité, de chauffage, de télé-

phone et d'Internet qui continuent d'arriver? Ne laisser que le strict minimum pour vivre, isole les personnes âgées qui ne peuvent plus participer aux activités culturelles et sociales par manque d'argent et par honte de demander de l'aide financière à leurs proches. Le système actuel pousse trop de retraité-e-s devant des choix très difficiles. C'est malheureusement la réalité d'un grand nombre de personnes, en particulier des femmes, qui ont consacré une partie de leur temps, hors du marché du travail, pour élever leurs enfants tout en prenant soin de leurs proches. Cette injustice doit rapidement être réparée!

RENFORCER L'AVS AVEC UNE 13E RENTE

Le premier pas, le plus simple et le plus logique, consiste à renforcer l'AVS afin que celle-ci permette une vie digne et reste le pilier principal de notre système de prévoyance. C'est exactement ce que l'initiative des syndicats pour une 13e rente AVS cherche à obtenir et c'est la raison pour laquelle le PS la soutient de toutes ses forces. Que ce soit en prélevant l'argent de la BNS ou en augmentant légèrement les cotisations, la solution de rajouter une 13e rente aux retraité-e-s est financièrement la plus avantageuse pour toutes et tous et permettrait aux personnes âgées de payer une partie des impôts et des frais dentaires, par exemple.

LE PIÈGE ANTISOCIAL DU 3E PILIER

La droite s'y oppose déjà en présentant comme solution un passage généralisé au 3e pilier et une diminution de nos rentes. Cette stratégie est antisociale, car ce sont essentiellement les personnes aisées qui peuvent se payer un troisième pilier. Elle est aussi dangereuse, car sous couvert de vou-

loir renforcer le 3e pilier, la droite ne fait rien d'autre qu'affaiblir l'AVS et le 2e pilier en les rendant encore moins attractifs! La droite propose une solution élitiste pour celles et ceux qui ont de l'argent en suffisance. Sa stratégie est aussi très intéressante pour les fonds de placement et les banques, car le 3e pilier étant bien moins régulé que l'AVS et le 2e pilier, il permet de faire de plus larges profits et prendre plus de risques. Sans compter que la solution du 3e pilier intéresse particulièrement la droite, car transformer tout un chacun en petits investisseurs capitalistes est politiquement très utile pour soutenir les banques.

DIGNITÉ ET SOLIDARITÉ ENTRE GÉNÉRATIONS

Ne vous laissez pas aveugler par le mirage d'un 3e pilier plus risqué, moins accessible à tous et rapportant moins. Le 1er et le 2e pilier ont fait leurs preuves, à l'heure du renchérissement rapide de la vie, des loyers et des assurances-maladie, il n'est plus temps de les affaiblir, réforme après réforme. Il est important et nécessaire de renforcer nos acquis. Pour la solidarité entre générations, et pour vieillir de manière digne et juste, c'est la solution la plus évidente.

En attendant l'acceptation de l'initiative pour une 13e rente au niveau national, le Canton est déjà en mesure de renforcer les prestations complémentaires en faveur des retraité-e-s. Pour la dignité des personnes âgées, si je suis élu, je m'y engagerai.



Gabriel Erismann

Père au foyer et candidat au Grand Conseil

Pour un congé parental qui se respecte

Du personnel bien formé et rémunéré pour s'occuper de notre progéniture



Samantha Dunning

Sociologue spéc. migration et citoyenneté, députée PSR au Grand Conseil et candidate, coprésidente du PS Bienne

Personne ne doute plus du rôle de l'accueil extrafamilial sur la conciliation entre vie professionnelle et vie familiale et sur l'égalité hommes-femmes. Nous connaissons aussi l'impact incontestable des structures de la petite enfance et parascolaires sur le développement de nos bambins, leur socialisation et l'égalité des chances face à la formation. Toutefois, pour que ces structures soient efficaces, il faut un encadrement de qualité incluant de bonnes conditions de travail pour les salarié-e-s.

L'introduction des bons de garde dans le canton de Berne a permis d'élargir l'accès aux places de crèches et auprès de parents de jour à un prix abordable. En effet, ils sont attribués aux parents selon leur revenu et leur taux d'occupation et ces derniers peuvent choisir librement la crèche ou les parents de jour pour leurs enfants. Le temps d'attente

pour l'accueil extrafamilial est donc réduit. Toutefois, le revers de la médaille est la libre concurrence entre les structures d'accueil engendrée par ce nouveau système nivelant par le bas les conditions de travail du personnel dans ce domaine et la qualité de l'encadrement.

Le Parti socialiste romand (PSR) exige que les lieux d'accueil de l'enfance jouissant de l'argent public concluent une convention collective de travail (CCT) afin que les employé-e-s obtiennent des salaires à la hauteur de leurs tâches et des conditions de travail justes. Nous demandons aussi que le subventionnement des institutions prenne mieux en compte le temps et le personnel nécessaire pour la préparation et le suivi du travail de garde, les relations avec les parents et les séances d'équipe, tâches garantissant la qualité de l'encadrement. Nous exigeons que les stagiaires de préapprentissage ne soient pas comptabilisés dans le taux d'encadrement et que le personnel en formation bénéficie d'un meilleur accompagnement. Nous souhaitons aussi que les parents de jour jouissent d'une formation de haute qualité. En tant que maman, l'éducation et l'encadrement de mes enfants est un sujet qui me préoccupe beaucoup. Il me tient particulièrement à cœur que les personnes en charge de mes enfants soient justement rétribuées, bien formées et surtout que leur travail, si important pour notre société, soit reconnu. Lors du confinement de mars 2020, nous, parents, avons remarqué l'importance des structures extrafamiliales (de la petite enfance et parascolaires) pour nos vies professionnelles mais surtout pour le bien-être de nos enfants. Il est temps que cette reconnaissance soit mise en pratique et le PSR s'y engage!

La transition du secteur financier à père au foyer (et prof d'anglais à temps partiel) a été le choix le plus satisfaisant que j'aie fait.

Quelques mois après la naissance de ma fille, la nouvelle direction de ma boîte à Zurich m'a retiré les deux jours de congé paternité hebdomadaires que j'avais réussi à négocier avec la direction précédente. Comme nous habitons à Bienne et que ma femme travaille à Lausanne, nous avons dû faire un choix: qui abandonne son bon poste? Il n'était en effet pas question pour nous deux d'être hors de la maison douze heures par jour avec un enfant de quatre mois à notre charge. J'ai donc fait le choix de donner la priorité à ma famille plutôt qu'à ma carrière. J'ai démissionné.

Cette expérience m'a fait comprendre à quel point même les deux semaines de congé paternité en vigueur sont ridicules et n'auraient pas pu suffire. J'ai aussi compris que les entreprises doivent rapidement accorder à tous les parents plus de postes à temps partiel, en télétravail et flexibles. Cela permettrait aux couples avec enfants en bas âge de partager les tâches domestiques et d'accompagnement des enfants plus équitablement. Les femmes auraient davantage accès aux postes dominés par les hommes, et les pères la possibilité de tisser des liens plus forts avec leur famille tout en préservant un salaire d'appoint permettant une vie stable. Ce sont les raisons pour lesquelles je soutiens complètement l'initiative du PS bernois pour l'introduction d'un congé parental supplémentaire de 24 semaines partageable. Je vous invite à faire de même!



Karim Saïd
Enseignant de mathématiques au secondaire 2,
vice-président du PSR, candidat au Grand Conseil

Soutenir les centres d'accueil temporaires pour les personnes fragilisées

La pandémie a renforcé le problème majeur de l'isolement des personnes âgées et des souffrances qui en découlent. Notre Canton a les moyens d'agir en renforçant les centres d'accueil temporaires (CAT).

Ces centres permettent d'accueillir en journée des personnes vivant à domicile, fragilisées par la vieillesse, un handicap ou l'isolement. Diverses prestations y sont proposées: jeux, sorties spectacles, gymnastique, écriture, cuisine, activités créatrices, repas équilibrés et soins ambulatoires. Dans le cercle électoral Bienne-Seeland, on dénombre douze CAT, dont un à Bienne. Ce sont des structures municipales bénéficiant d'un financement cantonal. Ainsi, les tarifs et les prestations varient parfois beaucoup d'un centre à l'autre.

L'offre des CAT favorise le maintien à domicile, puisque les usager-ère-s peuvent continuer à vivre de manière autonome, tout en ayant accès à certains soins. Ils profitent d'une vie sociale animée, luttant ainsi contre la solitude et l'isolement. Les CAT prennent enfin le relais des proches aidants, en les soulageant de l'aide qu'ils apportent à leur parent malade.

Si je suis élu, je m'engagerai pour que le Canton de Berne mène une politique de développement des CAT. À cet effet, il pourrait par exemple étendre l'offre de CAT, augmenter les subventions, et proposer un tarif de prestation abordable et cohérent dans tout le canton.



Des soins spécialisés, aussi pour la population francophone!



Laura Renggli Di Lullo
Traductrice et sociolinguiste,
candidate au Grand Conseil

Plus que jamais, cette pandémie soulève l'importance des soins de qualité pour toutes et tous. À commencer par les usager-ère-s francophones de notre système de santé cantonal, confrontés à une pénurie de médecins spécialisés – comme l'a montré une interpellation déposée en 2020 au Grand Conseil bernois. À l'époque, le départ à la retraite d'un urologue francophone a laissé toute une clientèle sur le carreau. Des disparités entre communautés linguistiques existent dans d'autres domaines médicaux, et il serait grand temps que les autorités cantonales réagissent en dressant un tableau clair de la situation. Pressé de rendre sa réponse, le Conseil-exécutif botte le problème en touche, répond poliment, en se réfugiant derrière une vraie langue de bois et des sempiternelles mesures d'économie. Depuis, ce problème particulier a été réglé, mais l'absence de transparence semble total, s'agissant des autres champs de la médecine spécialisée. Trois obstacles majeurs se dressent face à une meilleure couverture des soins spécialisés pour la population francophone du canton: le

fait que les formations se déroulent en allemand à l'Hôpital de l'Île à Berne, que les autorisations d'ouverture de nouveaux cabinets médicaux sont octroyées selon des quotas liés aux domaines de spécialisation en priorité et non aux langues. Dernier obstacle les politiques publiques ne disposent que d'effets de levier très limités – s'agissant de changer la donne.

En tant que sociolinguiste et traductrice, je remarque tous les jours à quel point il est difficile de convaincre les gens d'apprendre ou d'améliorer leurs compétences linguistiques. On touche là à la dimension identitaire. Lorsqu'un médecin ne parvient pas à s'exprimer clairement dans l'autre langue, la moindre des choses serait d'être en mesure de fournir une documentation adéquate. J'ai vécu cette situation avant une opération: toute la documentation médicale technique n'était fournie qu'en allemand. Revendication – pour fournir à la population francophone de Bienne et environs un système de soins spécialisés, je souhaiterais, si je suis élue, que les autorités fournissent un panorama détaillé de la situation, à commencer par la répartition des spécialistes selon leur domaine et les langues pratiquées. Il y a urgence.

Pour une transition écologique juste



Sébastien Boillat
Chercheur et enseignant en géographie de la durabilité à l'Université de Berne, candidat au Grand Conseil

«Transition écologique»: l'expression est sur toutes les lèvres. Le climat se dérègle, la biodiversité s'effondre, les pesticides envahissent nos organismes, le plastique s'accumule dans les océans. Il y a urgence à changer de mode de vie pour minimiser les impacts sur notre planète, sur notre environnement et sur notre santé.

Il ne s'agit pas seulement de remplacer une technologie par une autre. Notre manière de produire, de travailler, d'échanger, de consommer, de prendre des décisions et de vivre ensemble va être chamboulée à tous les niveaux. Sans une politique sociale forte, les plus précaires et la classe moyenne inférieure risquent d'être désavantagés par ces changements.

Transition écologique et inégalités

De fait, malgré la richesse et la puissance économique de notre pays, de plus en plus de ménages peinent à joindre les deux bouts. Les salaires ne suivent pas l'augmentation du coût de la vie, et des dépenses obligatoires comme les primes d'assurances grevent leurs budgets. De plus en plus de travailleuses et travailleurs sont confronté-e-s à l'insécurité de l'emploi et à la précarité. Dans ce contexte, une taxe de plus pour le locataire chauffé au mazout, l'essence plus chère qui touche particulièrement l'habitant rural, une mise aux normes de plus à financer pour l'agriculteur surendetté, ça ne passe pas. La droite populiste le sait très bien. Elle s'empresse d'instrumentaliser cette situation pour torpiller toutes les politiques visant à



protéger l'environnement. Avec succès, vu le refus de la loi sur le CO2, de l'initiative sur les pesticides et de la loi sur l'énergie dans notre canton en 2019.

Écologie et libéralisme économique

Lorsque ces politiques sont acceptées, ce sont parfois bel et bien les plus modestes qui trinquent. Par exemple, la loi sur l'énergie, adoptée dans plusieurs cantons allemands, incite les propriétaires à rénover leurs logements pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Beaucoup de propriétaires en profitent pour imposer des hausses de loyer abusives aux locataires, qui de plus doivent endurer les nuisances des travaux. Certains voient carrément leur bail résilié et finissent par devoir se reloger dans des logements polluants.

L'ASLOCA, principale association des locataires en Suisse, lutte pour renforcer leurs droits, afin de remédier à ces effets pervers. Mais ces droits sont farouchement combattus par la droite libérale qui prétend pourtant soutenir la politique climatique. Une telle politique équivaut à un «mariage écologique-libéral», qui s'appuie sur les impératifs écologiques pour renforcer le pouvoir économique et les inégalités sociales.

Si nous laissons cours à cette évolution, nous glisserons vers une société à deux vitesses. Elle sera dominée par une classe aisée d'éco-technocrates qui ne se priveront pas des moyens de s'offrir les technologies vertes. Avec en toile de fond la montée d'un populisme réactionnaire, anti-écologiste et complotiste comme c'est déjà le cas aux États-Unis et dans le reste de l'Europe.

Pour une politique de transition juste

Face à ces risques, la gauche a besoin d'une ligne directrice claire, comme l'idée de «transition écologique juste» qui trouve son origine dans le mouvement écologiste syndical (labor environmentalism) aux États-Unis dans les années 1970 et 1980. Au départ, il s'agissait d'un mouvement centré sur la sécurité et la santé des travailleurs des raffineries pétrolières. Aujourd'hui, l'idée de transition juste s'est élargie pour désigner la réconciliation entre l'écologie et le social, et un rôle fort des organisations syndicales et de la société civile dans la négociation des politiques environnementales.

Quelles sont les implications d'une politique de transition juste pour notre Canton? La stratégie environnementale du Canton de Berne ne fait aucune référence aux questions sociales. En revanche, l'article sur la protection du climat de la Constitution bernoise, accepté en votation l'année passée, inclut une clause d'acceptabilité sociale. Le Grand Conseil planche actuellement sur une nouvelle loi sur l'énergie. Nous devons nous engager pour que les questions sociales y jouent un rôle clé et débouchent sur des actions concrètes.

En résumé, la transition écologique juste doit être au cœur du projet social-démocrate. Cela signifie que le PS doit avoir le courage de s'opposer aux politiques environnementales lorsqu'elles sont socialement injustes. Cela signifie également qu'une politique environnementale forte doit s'accompagner d'une politique sociale forte. Ce n'est que de cette manière que nous rendrons notre société et notre économie durables, équitables et résilientes.



Bielinguismus isch nid glic Bilinguisme

**Votez liste 9 PSR
le 27 mars pour
le Grand conseil
et le quatuor
compétent au
Conseil-exécutif!**



Michaël Steiner

Étudiant en droit, candidat au Grand Conseil

„Lueg mau, die Wäusche stöh wieder zwüschem Märüt u der Nidaugass!“. En période électorale, c'est bien souvent la même rengaine. On distribue des flyers, on récolte des signatures, on échange trois mots entre deux pas décidés, on essaie de convaincre. Et comme on est à Bienne, cela se passe en Schwitzerdütsch, pardon Bärndütsch, et en français. Da aber nid aui bilingue si gheits drum en Weg z'finde zum sech ustuusche und sech z'verstah. Genau i sötigne Situatione finde d'Bielerinne u d'Bieler ä Sprachmischig zum zäme rede u genau denn chame der authäntisch Bielinguismus beobachte. C'est un peu la magie de Bienne et c'est la différence entre bielinguisme et bilinguisme. Tentative d'explication.

Une liste romande – wieso überhaupt?

Überau ir Schwiz heisst, dass aui Bielerinne u Bieler bilingue si. Chunsch vo Biu, de weisch so guet Wäusch wie Dütsch. Doch so eifach isches ebe nid. Es git zwar e Teil vo üs wo beidi Sprache chöi, bispuswiis wöu sie scho länger ir Region wohne, wöu si Fründschafte hei knüpft, wöu bim Schaffe beides gretd wird oder no us angerne Gründ. Das giut aber nid für aui. En effet, une partie des Biennois-e-s ne comprennent qu'une seule des deux langues officielles, ou alors

ne comprennent l'autre langue que dans une moindre mesure. S'agissant de la répartition concrète, les habitant-e-s germanophones ont toujours été majoritaires. Cela signifie que dans les instances municipales, dans les services à la population ou dans les offres privées, la langue de Mani Matter a toujours été plus présente que celle de Charles-Ferdinand Ramuz. Us dem Grund het der französischsprachig Teil vo de Bielerinne u Bieler immer müesse bsorgt si, dass sini Sprach nid vergässe gheit. Nid nur i de öffentleche Agebot isch das wichtig gsi, sondern o ir Kultur, i de Läde oder i de Ungernehme. Damit das aber möglich isch gsi, hets o uf politischer Ebeni gnuet „Wäuschi“ brucht, wo im Stadtrat und im Gmeindrat spezifische Aliege vo der französischsprachige Minderheit hei ufe Tisch bracht u vertrete. So isches derzue cho, dass d'Partei sogenannti «listes francophones» is Renne um Stadt-, Gmeindrats- und Grossratssitze hei gschickt. So het me chönne garantiere, dass ou „Romands“ gwäut werde. Genau drum gits üs und üsi Liste.

Une liste romande – nur für die Wäusche?

Mais alors, le Parti socialiste romand (PSR) ne défend-il que les Romand-e-s? Non, pas du tout, car un parti porte avant tout des idées basées sur des valeurs. S'agissant du PSR, ces valeurs sont celles de la gauche: solidarité, service public fort, protection du climat, égalité des sexes, conditions de travail progressistes et politique familiale moderne en sont quelques mots-clés. C'est avant tout pour défendre ces valeurs-là que notre parti s'engage. Cela dit, dans un canton officiellement bilingue, les francophones ont le droit d'être considérés comme citoyen-ne-s à part

entière. Cela signifie non seulement que le Canton et les privés doivent faire l'effort d'être accessibles pour les deux communautés linguistiques, mais il est également essentiel que les instances politiques reconnaissent la culture, les sensibilités et les besoins parfois différents des francophones. Si des progrès considérables ont été accomplis ces dernières années, force est de constater qu'il reste toutefois beaucoup de travail à fournir au vu de la part croissante de la population francophone dans la région.

La liste PSR im Grosse Rat

Konkret wird sech d'PSR im Grosse Rat auso nid nur fürd Romands isetze, sondern allgemein fürne progressive Kanton Bern, wo jedi Iwohneri und jede Iwohner vomne guete Zuegang zur Infrastruktur, zude Arbeitsplätz, zur Kultur und so witer het. Bsunders wichtig für üsi Region isch, dassme no meh aus hüt-zutags der Bilinguismus aus echti Chance wahrnimmt und zwöisprachige Agebot vermehrt zum Standard wärde. Ganz wichtig derbi isch, dass immer meh Chinder abem jüngste Alter bilingue igschuelte chöi werde, damit sie so fröh wie möglich mit der angere Sprach in Kontakt chöme. Ou für äuteri Schüeler müesse söttigi Agebot usbaut werde, sigs ir Oberstufe, im Gymnasium oder ir Bruefsschueu.

La liste PSR s'engage donc pour toutes et tous, francophones et alémaniques, de Gals (Chules) à Lengnau (Longeau), d'Evillard (Leubringen) à Meinisberg (Montménil), en passant par Boujean (Bözigen) et Beaumont (Beaumont!). Vous soutenez ces efforts? Alors votez la liste 9 le 27 mars.